

ARTIKEL

PME Magazine von 31.08.2011, Jennifer Keller

Les HES répondent-elles encore aux besoins des entreprises?

Elles devaient être la panacée. Celles qui insuffleraient une seconde vie aux apprentissages et, partant, fourniraient aux entreprises une main-d'œuvre qualifiée. Aujourd'hui, les PME s'inquiètent de l'avenir des HES, trop académiques selon elles.

Les étudiants qui sortent des filières techniques des HES n'ont aucune expérience pratique en entreprise.» C'est plus qu'un constat, c'est un véritable coup de gueule. Un nouveau pavé dans la mare des HES qui ont fait de l'alliance théorie-pratique leur étendard. Son auteur, Pierre-Olivier Chave, directeur et fondateur de PX Group à La Chaux-de-Fonds (NE), s'est lâché sur le sujet lors d'un débat organisé par PME Magazine courant juin. «Il faut recontextualiser mes propos: je ne critique pas la formation, la transmission du savoir. Les HES sont des institutions qui évoluent bien sur ce point.» Pour cet amoureux de l'innovation, à la tête de 450 personnes depuis des décennies, les faits parlent d'eux-mêmes.

France.

Actif dans le traitement des métaux précieux, son groupe a employé ces trois dernières années une dizaine de stagiaires, essentiellement français. Issus, entre autres, des écoles techniques de Besançon et de Dijon, ils n'hésitent pas à franchir la frontière. Les Suisses? Contrairement à leurs homologues français, ils n'ont aucune obligation de suivre des stages en entreprise durant leur formation. Résultat: une fois leur diplôme en poche, ils ne sont pas tout de suite opérationnels. Non seulement le temps d'adaptation sur leur lieu de travail est plus long que les Français, mais ils n'ont pas «l'esprit d'entreprise, la gnaque, celle qui permet d'être performant, de faire avancer les choses.» Pour Pierre-Olivier Chave, aucun doute: «Les HES sont en train de s'académiser.»

Les filières techniques des HES, pas suffisamment proches de la pratique? En coulisse, s'ils sont nombreux à partager l'avis du directeur de PX Group, d'autres sont plus nuancés: «On ne peut pas faire de généralisation, souligne Laurent Perrin, ex-directeur de la PME familiale Felco, aux Geneveys-sur-Coffrane (NE), chargé des importations de Felco au Canada depuis juillet: Tout dépendra de l'étudiant et de son cursus. Si ce dernier a suivi la voie de l'apprentissage, avec une maturité professionnelle à la clé, il aura un excellent bagage pratique et une capacité d'adaptation dans le monde économique tout à fait remarquable. Si en revanche cet étudiant n'a suivi qu'un cursus académique, c'est une autre histoire.»

Là encore, pas question de dramatiser: «Cinq à six mois d'adaptation pour un jeune diplômé, je ne trouve pas cela tragique, s'étonne Pierre Castella, vice-président de la société Dixi au Locle. Il ne faudrait pas oublier que nous sommes tous passés par là.»

Reste que, depuis quelques années, les HES, qui étaient initialement destinées aux apprentis dotés d'une maturité professionnelle, commencent à être investies par les gymnasiens ou des jeunes qui ont mis un terme à leurs études universitaires, dicit Daniel Mlynek, ancien vice-président responsable de la recherche de la HES-SO: «Et ceux-là n'ont de loin pas l'expérience pratique de la première catégorie d'étudiants.»

Si l'on ajoute à ce phénomène l'évolution des filières techniques suite à la réforme de Bologne entamée en 2004, on peut comprendre que les PME ne s'y retrouvent plus dans l'offre de plus en plus vaste des HES.

Bologne.

Pour être en conformité avec le système européen, les techniciens pointus ont fait place à des têtes bien pleines, dotées d'un champ de connaissances vaste et varié. Un plus indéniable pour l'étudiant, devenu euro-compatible, ainsi que pour les grands groupes industriels qui voient la palette d'offres se diversifier.

Un problème pour les petites PME qui doivent faire face à l'arrivée d'une nouvelle génération d'ingénieurs, analyse Pierre Castella: «Les professeurs qui enseignent dans les HES leur font croire qu'ils sortent de la cuisine de Jupiter. Du coup, certains ne veulent plus faire n'importe quoi, comme par exemple mettre les mains dans le cambouis. Il manque une certaine humilité qui peut être déstabilisante pour le patron d'une petite PME ayant besoin d'une personne tout de suite opérationnelle, à tous les niveaux, à l'image des ingénieurs ETS d'il y a dix ans.»

Paradoxes.

Problème générationnel ou de culture? Paradoxe surtout, comme le relève Pierre Hiltbold, directeur de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI): «On veut des généralistes pour disposer d'un vivier plus important et avoir ainsi plus de choix, et en même temps on veut des spécialistes pointus, tout de suite opérationnels. C'est la quadrature du cercle.»

Une quadrature qui pourrait bien faire le beurre des écoles supérieures plus orientées sur la pratique, avertit Pierre-Alain Bassin, ancien directeur-adjoint de l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier (BE), qui dans la foulée

rappelle qu'aujourd'hui un étudiant, c'est de l'argent, les écoles recevant des subventions cantonales et fédérales en fonction de leurs effectifs.

Parallèlement, les anciens du sérail dénoncent d'une même voix l'académisation du corps professoral qui contribue à distiller ce savoir académique tant fustigé. Sans oublier que, pour être concurrentiels par rapport aux Ecoles polytechniques fédérales (EPF), les enseignants ont vu s'ajouter à leurs heures de cours des activités de recherche importantes, avec à la clé l'obligation d'écrire un nombre déterminé de publications.

Dès lors, «il va de soi qu'un professeur d'une HES va préférer faire un travail de recherche avec une entreprise et ne pas trop «vider» son laboratoire, en envoyant ses meilleurs éléments dans des stages qui ne lui «rapportent» rien. En somme, le système s'est perverti par lui-même», conclut Daniel Mlynek.

Autant dire que le risque de confusion entre les deux filières devient dès lors grand. «Dans cette histoire, on s'est peut-être un peu trop focalisé sur la structure de la HES, on l'a trop réglementée, trop centralisée. Et on a oublié l'essentiel: définir son contenu et permettre ainsi une meilleure différenciation entre le monde académique et la formation professionnelle. Mais rien n'est définitif. Le processus est en voie de développement, il n'est pas au bout», positive Pierre Hiltbold.

Bref, si d'aucuns refusent de tirer à boulets rouges sur les HES, le constat est bel et bien général: les jeunes qui arrivent sur le marché n'ont pas assez ou pas du tout le sens des réalités industrielles. En cause, l'absence de stages lors des études, qui peut poser un problème réel si l'étudiant est issu de la filière gymnasiale et, surtout, l'académisation des filières techniques des HES au détriment de leur mission initiale, à savoir: apporter une aura nouvelle et de nouveaux débouchés à tous ceux et celles qui choisissent la voie de l'apprentissage, en leur donnant la possibilité d'accéder à des formations supérieures sans passer par la filière universitaire. Un sentiment diffus, porté par une crainte partagée: que ces dernières deviennent à terme des universités de seconde catégorie, à l'instar des Hochfachschulen d'Allemagne.

Efforts.

L'heure n'est pas au divorce. Chacun veut croire à un rapprochement entre science et économie. Tout en étant conscient qu'il y a des efforts à faire de part et d'autre. Ainsi, comme le rappelle Raymond Stauffer, ex-CEO de Tornos et actuel président de l'Association industrielle et patronale (AIP): «Il faudrait pouvoir initier plus de projets de collaboration par le biais de mandats que l'industrie pourrait confier aux HES. Le potentiel de relations entre l'industrie, les instituts et les laboratoires n'est pas suffisamment exploité. Il y a l'arrogance des ingénieurs de l'industrie qui pensent avoir la maîtrise du savoir, il y a la trop grande discrétion des chercheurs des HES qui ne pensent pas trop au business et il y a l'impatience des industriels qui veulent du concret tout de suite, qui pensent que leur seule force c'est de conclure.» En outre, tous les ingénieurs qui obtiennent leur diplôme devraient suivre un stage pratique dans l'industrie, surtout ceux qui sont issus de la filière gymnasiale.

«Encore faut-il que les entreprises soient prêtes à les accueillir pour que cela puisse fonctionner», relève Pierre Castella. Et pour cause: si les grands groupes ont les moyens d'encadrer un stagiaire, pour les petites PME, l'investissement reste trop grand. Disposant de peu d'employés, devant être productives, elles ne peuvent pas se permettre d'utiliser une personne à temps complet pour former un étudiant qui ne leur rapportera rien.

Ce vent de critiques fait à peine frémir les drapeaux qui flottent sur le bâtiment du siège de la HES de Suisse occidentale (HES-SO), à Delémont. Attentif, son recteur Marc-André Berclaz réfute la notion d'académisation des HES (lire ci-contre). Pour lui, le problème majeur vient de l'amalgame effectué entre les différentes filières de formation des HES: «Les ingénieurs ne constituent que 23% de la totalité des étudiants de la HES-SO.» Déclarer qu'elle s'académise en se basant sur les seules filières techniques constitue pour lui un raccourci erroné: en 2010, 70% des jeunes se trouvant dans les filières techniques avaient en poche une matu professionnelle.

Quant à l'arrivée des gymnasiens dans ces filières, il ne peut que la saluer. Sans eux, de nombreuses formations techniques, en mal de reconnaissance, pourraient disparaître. Reste leur formation pratique. Et sur ce point, il admet qu'il y a encore du travail. Là encore, rien n'est figé. Un nouveau concept d'encadrement est en train d'être élaboré, dans le but d'offrir aux gymnasiens d'ici à 2012 une année préparatoire harmonisée et mieux ciblée.

Sans compter les efforts constants que font les écoles de la HES-SO, en démultipliant les liens directs avec les PME: «Les réseaux personnels, la proximité, la culture même des écoles, les contacts tissés autour des travaux de recherche ou de prestations de services, l'engagement de nos professeurs au sein des associations professionnelles, mais surtout les milliers d'anciens actifs dans nos entreprises contribuent à maintenir notre souci d'application, de collaboration et notre orientation «métiers».

Marc-André Berclaz, recteur de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)

«Ne plus inclure de stages obligatoires n'est pas une volonté des HES mais du législateur»

Pourquoi les stages ne sont-ils pas obligatoires dans le cursus des filières techniques des HES?

Avec la réforme de Bologne, nous sommes passés du système des licences aux systèmes de Bachelor, suivis ou non d'études Master. Ce qui signifie que nous avons dû condenser la formation sur trois ans, au lieu des trois ans et demi d'avant Bologne, qui permettaient à tout étudiant d'inclure un stage et un diplôme de fin d'études. Ce n'est pas une volonté des HES. C'est le législateur qui a pris cette décision. Nous devons faire avec, tout en étant conscients que dans le domaine de l'ingénierie, un semestre de plus serait utile.

Sortir d'une formation supérieure technique sans avoir été en prise directe avec les réalités industrielles, n'est-ce pas paradoxal?

A l'instar de milliers d'ingénieurs formés dans les écoles polytechniques suisses et issus des gymnases ou en France dans les écoles d'ingénieurs les plus réputées, il apparaît possible que cela se produise. Il s'agit donc d'un paradoxe assez répandu. La qualité d'un enseignement dépend bien sûr des compétences acquises en entrée, mais le processus de formation contribue singulièrement au profil de sortie des études. Le véritable paradoxe consisterait à l'ignorer.

Les PME s'inquiètent également de voir les enseignants se tourner de plus en plus vers la recherche au détriment de la formation pratique.

C'est vrai que les enseignants sont soumis à de nombreuses pressions. Aujourd'hui, on les évalue notamment sur le nombre de publications effectuées. Parallèlement, le statut de professeur implique de développer des activités de recherche à côté de l'enseignement. Les écoles engagent effectivement des assistants associés à la recherche. Cela ne poserait pas de problème s'il y avait pléthore d'étudiants. Mais c'est le contraire et certains étudiants se voient effectivement encouragés à travailler durant deux à quatre ans au sein de l'école.

Certaines PME parlent d'académisation des filières techniques des HES. Que leur répondez-vous?

Je pense que ce qui pose problème, c'est la terminologie. Depuis que la réforme de Bologne est en cours, on ne parle plus d'ingénieurs, mais de «Bachelor of Sciences». Mais dans les faits, mis à part un raccourcissement de la formation, je n'ai pas l'impression que nous ayons fondamentalement changé. Les chiffres sont là pour l'attester: en 2010, 70% des étudiants des filières techniques étaient détenteurs d'une maturité professionnelle. L'apprentissage reste donc la voie royale pour accéder aux HES. Pour les 30% restants, il faut savoir que sans l'apport des filières gymnasiales, certaines de nos filières d'ingénierie, telles que la mécanique ou l'électricité, ne pourraient plus être offertes. Aujourd'hui, nous manquons dramatiquement de jeunes prêts à s'engager dans les professions techniques de base.

D'autres craignent à terme que les HES ne deviennent des universités de seconde catégorie, à l'image des Fachhochschulen d'Allemagne?

C'est la crainte que nous avons tous. Rester proches de la pratique professionnelle, nous différencier des autres études supérieures, c'est une tâche à laquelle nous nous attelons tous les jours. Aucune publication ne sort sans que nous ayons utilisé les termes de pratique, métier, opérationnalité. Sinon, à quoi servirions-nous? Notre différence fait partie de notre force et nous permet d'être complémentaires à d'autres hautes écoles. Il n'y a pas de dérive vers l'académisation pour l'académisation.

» Fermer la fenêtre